

Le Monde 17/2/98

Glafcos Clerides a été réélu président de Chypre

NICOSIE. Le président Glafcos Clerides, âgé de soixante-dix-huit ans, a été réélu dimanche 15 février pour un second mandat de cinq ans à la tête de la République de Chypre. Seuls ont pris part au vote les électeurs de la partie grecque de l'île, divisée depuis 1974 à la suite d'un coup d'Etat des partisans du rattachement à la Grèce qui a provoqué l'occupation du nord de l'île par l'armée turque. M. Clerides a obtenu 50,8 % des voix, contre 49,2 % à son adversaire George Iakovou, ex-ministre des affaires étrangères, soutenu par le Parti communiste AKEL et le Parti démocratique. Le président de la République détient à Chypre d'importants pouvoirs.

L'élection était attendue pour relancer les négociations intercommunautaires sur la crise chypriote, dont l'issue influera sur le processus d'adhésion à l'Union européenne qui s'engage officiellement le 30 mars à Londres. « *Nous nous engageons sur une nouvelle voie, une voie qui nous mène à l'Europe et qui nous renforcera dans notre lutte pour une solution viable et équitable à notre problème national* », a déclaré M. Clerides en célébrant dimanche soir sa victoire à Nicosie.

Irlande: Sinn Féin en quarantaine

Le parti républicain pourrait être exclu aujourd'hui des négociations de paix.

Londres de notre correspondant

L'expulsion de Sinn Féin a dominé hier les négociations de paix sur l'Irlande du Nord transplantées pour la première fois à Dublin. Le gouvernement britannique a demandé hier formellement que le parti de Gerry Adams soit exclu de la table des négociations après que deux meurtres, la semaine dernière à Belfast, ont été attribués à son aile paramilitaire, l'IRA. Selon la police nord-irlandaise, l'IRA a rompu son cessez-le-feu décidé l'été dernier en exécutant un responsable d'un groupe paramilitaire protestant, ainsi qu'un catholique accusé de trafic de drogue. Selon les règles du processus de paix, tout parti ayant recouru à la violence ne peut participer aux négociations, et, le mois dernier, Londres et Dublin ont suspendu un petit groupe protestant, dont l'aile paramilitaire est accusée d'avoir commis plusieurs meurtres de catholiques. Hier soir, les discussions ont été suspendues pour permettre à Sinn Féin de préparer sa défense, mais il semblait que l'expulsion du parti républicain n'était plus qu'une formalité, au risque de saborder



Vendredi à Belfast. C'est, les protestants enterrent Bobby Dougan, une victime présumée de l'IRA.

tout le processus de paix. Les dirigeants de Sinn Féin ont vigoureusement protesté contre cette menace d'expulsion et indiqué qu'ils porteraient cette décision devant un tribunal. Gerry Adams a allégué que la police n'avait pas de preuve de l'implication de l'IRA dans les deux meurtres et a déclaré que son parti était une «entité politique» séparée de la milice paramilitaire. Il a

néanmoins refusé de désavouer l'IRA et de condamner les deux exécutions. Dans un communiqué publié la semaine dernière, l'IRA, sans formellement démentir sa participation aux deux meurtres, avait affirmé que le cessez-le-feu, qui avait permis l'entrée de Sinn Féin à la table des négociations, restait «intact». La décision d'expulser Sinn Féin, qui pourrait être formel-

lement annoncée ce matin à Dublin, a été applaudie par les partis unionistes représentant la majorité protestante, qui n'ont jamais accepté de dialoguer avec les républicains, mais elle met en péril le processus de paix à quelques mois de sa conclusion, toujours prévue pour la fin mai. Les négociations sont entrées dans une phase cruciale, et la présence de Sinn Féin, un parti qui repré-

sente 40% de la minorité catholique, apparaît indispensable. Londres et Dublin espèrent ainsi pouvoir réintégrer Sinn Féin après quelques semaines de quarantaine, peut-être même avant la Saint-Patrick, le 17 mars, comme l'a demandé le président Clinton. Il reste à savoir si l'IRA choisira de respecter cette mise en quarantaine ou reprendra ses attentats et exécutions, fermant alors définitivement la porte à la participation de son aile politique aux négociations, et portant un coup mortel au processus de paix. Un retour de la violence de l'IRA provoquera inévitablement une reprise du terrorisme par les groupes paramilitaires protestants. Londres estime qu'un accord reste possible entre les partis unionistes et le principal parti nationaliste, le Social Democratic and Liberal Party (SDLP), nationaliste modéré de John Hume, majoritaire dans la communauté catholique, mais toute l'idée du processus de paix était d'inclure les mouvements extrémistes afin qu'ils déposent les armes. Tout agrément sans les «hommes de violence», comme on le dit en Irlande du Nord, ne peut être que caduc. ●

FRANÇOIS SERGENT

Le «vieux renard» rempile pour cinq ans à Chypre

Le président Glafcos Cléridès espère une réunification de l'île pour couronner sa carrière.

Le président chypriote, le conservateur Glafcos Cléridès, 79 ans, a gagné son pari en remportant avec 50,8% des voix le deuxième tour de la présidentielle, dépassant d'une courte tête George Iavocou, 60 ans, soutenu tout à la fois par le puissant ex-parti communiste Akel et une formation de droite, DiKo, qui gouvernait encore quelques semaines plus tôt avec les conservateurs. Celui que les Chypriotes appellent volontiers le «vieux renard» entame donc un second quinquennat, espérant bien couronner sa longue carrière politique avec une réunification de l'île divisée depuis l'invasion turque d'août 1974 qui répondait à un coup d'Etat des extrémistes grecs décidés à rattacher Chypre à la «mère patrie».

Adhésion à l'UE. «C'est une année cruciale», a répété tout au long de la campagne électorale cet avocat, qui se félicite d'avoir suscité un intérêt accru des Européens et des Américains pour une solution.

«Il faut savoir prendre en compte les peurs de l'autre, même si elles peuvent paraître complètement irrationnelles.»

Glafcos Cléridès

Les négociations d'adhésion à l'UE commencent le 30 mars, mais avec la seule partie grecque (650 000 personnes au sud de l'île), seule autorité internationalement reconnue. Les discussions intercommunautaires sous l'égide de l'ONU pour l'instauration d'une «fédération bizonale et bi-communautaire» restent pour le moment bloquées après le refus du leader chypriote turc, Rauf Denktaş, de s'asseoir à la table tant que ne sera pas acceptée à part entière la République turque de Chypre Nord (200 000 habitants, 38% de l'île), reconnue seulement par Ankara. Mais ces difficultés n'effraient guère Cléridès, vétéran depuis 1959 de toutes les négociations interchypriotes. «Il faut savoir prendre en compte les peurs de l'autre,



Cléridès célèbre sa victoire à la présidentielle, dimanche à Nicosie.

même si elles peuvent paraître complètement irrationnelles», souligne ce négociateur madré, évoquant aussi bien les «peurs des Chypriotes turcs de se retrouver citoyens de deuxième zone dans un île grecque» que «la peur des Chypriotes grecs de voir les Turcs envahir le reste de l'île». Il fut, en 1975, le signataire avec Denktaş de l'accord sur l'échange des populations dans l'île, les Chypriotes turcs partant vers le nord, les grecs vers le sud.

«Initiative attrayante». Râblé et bon vivant, maniant volontiers l'humour, Glafcos Cléridès promet prochainement une «initiative attrayante» à même de ramener la partie turque à la table des négociations: «Le temps n'est pas avec nous et nous devons sortir de l'impasse actuelle.» C'est pour faire bouger les choses qu'il signa en grande pompe en janvier 1997 l'achat de 20 batteries de missiles russes S 300, l'équivalent des Patriot américains, déchainant une

violente réaction d'Ankara, qui menaçait de frappes préventives, et l'inquiétude de Washington, qui dépêcha d'urgence dans l'île Richard Holbrooke, le négociateur des accords de Dayton pour la Bosnie. Le président chypriote répète qu'en cas de progrès dans les pourparlers, ces missiles ne seront pas installés l'été prochain.

Engagé volontaire. Cléridès est un joueur qui connaît très bien les réactions des ses concitoyens mais aussi celles des diplomates des capitales occidentales. Fils d'un avocat, notable politique de l'île, il a étudié à Londres où il épousa une Indienne avant de revenir à Chypre. Pendant la guerre, il repartit pour l'Angleterre pour s'engager volontaire dans la RAF et son avion fut abattu au-dessus de Hambourg. Il se lança en politique dans les années précédant l'indépendance, en 1960, et, depuis, n'arrêta plus. Candidat malheureux en 1983 et en 1988 à la présidentielle, il remporta avec tout juste 1 800 voix d'avance celle de 1993. Il rempile aujourd'hui. Son ministre des Affaires étrangères, Yannis Cassoulidès, rappelle: «La génération de Cléridès et Denktaş a le devoir de rapatrier les délégués du passé avant de passer la main.» ●

MARC SEMO